

L'union de toutes les Provinces nous remplissons efficacement notre tâche. La Confédération de l'Amérique-Britannique du Nord, loin d'affaiblir le lien qui nous attache à la mère-patrie, nous unira plus étroitement à ses intérêts, en donnant un nouvel essor à notre commerce. On a dit dans les deux chambres du Parlement anglais, dont certains journaux se sont faits l'écho, que puisque le Canada est si exposé, il vaudrait mieux, pour la sûreté de l'Angleterre, le laisser devenir indépendant ou s'annexer aux Etats-Unis. Nous ne pouvons en Canada être la cause d'une guerre; elle ne peut venir que des autorités impériales. Notre pays, sans doute, est vulnérable; mais nous souffrirons volontiers qu'il serve de champ de bataille pour venger l'Angleterre. Notre désir n'est ni d'être indépendants, ni de subir l'annexion aux Etats-Unis. Nous repoussons ces deux idées avec une égale horreur. Si la théorie qu'une colonie, parcequ'elle coûte au trésor de la mère-patrie, doit être abandonnée à elle-même, si cette théorie prévaut dans les conseils de la nation, il faut que toutes les colonies subissent le même sort, et la conséquence arrive d'elle-même: l'empire britannique serait réduit à l'Angleterre, l'Ecosse et l'Irlande. Personne, je présume, ne voudrait soutenir aujourd'hui cette proposition."

C'est la question tranchée dans le vif. Cependant un correspondant de la *Minerve*, qui paraît bien informé, dit que l'arrivée de MM. Cartier et Galt a renouvelé les inquiétudes à Londres au sujet de cette importante et vitale question. Les délégués ont eu des entrevues prolongées avec M. Cardwell, secrétaire des Colonies, et avec Lord Palmerston. Rien n'a encore transpiré au sujet de ces entrevues. L'Angleterre, paraît-il, attend la réponse de la colonie elle-même, si nous en jugeons d'après l'*Economist*, un des journaux les plus prudents de la métropole.

" Si nous conservons le Canada, dit-il, nous ferons notre devoir à son égard, et nous le défendrons *cum toto corpore regni*, s'il veut rester fidèle à son ancienne obéissance; nous devons attendre que de son côté, il ne soit ni froid, ni hésitant, ni réservé dans son zèle. Mais il est inutile, et il serait coupable et dangereux de déguiser la vérité. Si les relations actuelles doivent être maintenues d'un désir mutuel, ce sera des deux côtés une question de sentiment et d'affection exclusivement; car nous ne pouvons prétendre que comme question de profit égoïste et matériel, il soit de l'intérêt, soit de l'Angleterre de rester unie au Canada, soit du Canada de rester fidèle à la Grande-Bretagne.

Nous ignorons jusqu'à quel point l'*Economist*

répond à l'opinion publique en Angleterre. Mais si on met l'honneur et l'intérêt de la mère-patrie de côté, pour faire d'un sentiment équivoque le seul lien qui attachera la mère-patrie à sa colonie, la question est finie. Espérons que les paroles des délégués canadiens dirigeront les conseillers de la couronne vers un but plus patriotique et plus national.

Les journaux de Londres raisonnent toujours comme si la guerre frappait, à toute heure, aux portes du Canada. Nous croyons le peuple américain plus juste dans son ambition et plus modéré dans ses vues de conquête. Avant de faire l'Amérique républicaine, il doit achever la pacification du Sud, désarmé il est vrai, mais puisant dans sa défaite des rancunes mortelles. La modération vis-à-vis les puissances étrangères et des Etats Confédérés, voilà la première vertu qui doit conseiller le gouvernement de Washington. Il ne manque pas chez tous les peuples d'hommes violents qui mettraient l'univers en feu pour satisfaire leur vanité ou leur ambition; mais il y a aussi à Washington des hommes pacifiques, des patriotes éprouvés qui voudront réparer les ruines de quatre années de guerre civile avant de songer à l'agrandissement de leur territoire déjà si vaste.

La seule cause de guerre que nous apercevions maintenant à l'horizon politique, c'est la personne de Jefferson Davis et de quelques réfugiés du Sud, MM. Sanders, Tucker et Thompson, mis au ban des nations comme assassins, par le nouveau président, M. Johnson, et les enrôlements qui se font à New-York pour le compte du défunt gouvernement républicain du Mexique. Cette dernière affaire regarde surtout Maximilien et Napoléon III. Elle intéresse aussi un peu le droit des gens et la civilisation chrétienne.

Booth, l'assassin de M. Lincoln, a été pris et tué sur le champ; Harrold, l'assassin de la famille Seward, surpris avec Booth dans une grange du Maryland, a été amené vivant à Washington; puis un nombre considérable de personnes de toute condition et de tout sexe ont été arrêtées. Quelques-unes, dit-on, auraient fait des aveux qui mettraient le Président du Sud à la tête du complot. Le complot lui-même aurait été mûri au Canada par MM. Sanders, Clary, Tucker et Thomson. De là la proclamation de M. Johnson offrant des récompenses pour leur arrestation *sur le territoire des Etats-Unis*.

Cette proclamation est très-grave. " L'assassinat de M. Lincoln organisé en Canada et approuvé à Richmond." C'est là, dit le *Courrier des Etats-Unis*, ce qu'il faut prouver. Or, jusqu'à présent,